

Agissons en faveur d'un TRAITÉ SOLIDE RELATIF AUX DROITS HUMAINS pour réglementer l'activité des entreprises



Pour en savoir plus au sujet du projet de traité et du stade actuel des négociations

La [page Web du Groupe de travail sur la responsabilité des entreprises](#) du Réseau DESC portant sur le traité est une bonne source de documents et d'informations clés concernant le plaidoyer collectif mené actuellement et par le passé par la société civile en faveur du traité proposé. La [page Web officielle des Nations Unies sur le traité](#) (en anglais seulement) offre des informations sur le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée (GTIG), concernant notamment le stade actuel des négociations et les possibilités de participation de la société civile au processus. La prochaine session du GTIG se tiendra du 23 au 27 octobre 2017 et portera essentiellement sur le projet de texte du traité, devant être présenté par l'Équateur un mois avant la session.



Plaidez auprès de votre gouvernement

Établissez et entretenez des relations avec des alliés gouvernementaux pour vous informer et vous tenir au courant de la position de votre gouvernement au sujet du traité proposé. Encouragez votre gouvernement à participer au processus du GTIG à Genève, à l'aide de lettres, de courriels, d'appels et de réunions. Utilisez ce [modèle de lettre](#) (que vous pouvez modifier à votre guise) pour communiquer avec votre gouvernement et lui demander de faire valoir les priorités de la société civile pendant la session du GTIG. Pour savoir comment intervenir auprès des gouvernements, voici un [livret concernant des outils pour le lobbying auprès de votre gouvernement](#) qui pourrait être utile et peut être adapté pour s'appliquer aux négociations relatives au traité.

Mobilisez la société civile et formez des alliances

Si plusieurs organisations se consacrent au plaidoyer en faveur du traité dans votre pays, vous pouvez envisager de mettre en place une **alliance nationale pour le traité** (comme cela s'est déjà fait dans quelques pays) ou vous pourriez **vous joindre à une alliance régionale pour le traité**. Pour en savoir plus, veuillez communiquer avec : Alexandra Montgomery, Coordonnatrice de programme du Groupe de travail sur la responsabilité des entreprises, amontgomery@escr-net.org. Pour attirer l'attention sur la nécessité du traité proposé et renforcer la solidarité locale, vous pouvez, entre autres, organiser une action publique liée à un événement existant, partager des informations et les positions de plaidoyer dans le cadre d'activités communautaires, syndicales et autre activités de la société civile ou faire valoir l'importance de la responsabilité des entreprises à l'aide de concerts, d'expositions de photos ou du théâtre de rue.

Plaidoyer aux Nations Unies

Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a adopté en juin 2014 une [résolution](#) mettant en place le GTIG, chargé d'élaborer un nouveau traité sur les entreprises et les droits humains. Faisant suite à une [première réunion](#) du GTIG (juillet 2015) et à une [deuxième réunion](#) (octobre 2016), la troisième réunion du GTIG aura lieu au siège des Nations Unies à Genève du 23 au 27 octobre 2017. Les organisations de la société civile seront invitées à présenter des communications écrites et il peut être utile d'organiser des rencontres avec des délégués de différents États membres des Nations Unies pour les prier de faire valoir les positions de la société civile dans le cadre des négociations du GTIG. Consultez le [site Web](#) du GTIG (en anglais) pour obtenir des informations à jour sur le processus et les dates limites pour la présentation de communications et communiquez avec la mission permanente de votre gouvernement auprès des Nations Unies pour fixer des rencontres. La [communication collective](#) présentée par les membres du GTRE au GTIG (2016) pourrait être un bon point de départ pour l'élaboration de communications et pour plaider auprès de vos gouvernements et leurs représentant-e-s à Genève. Le Réseau DESC est également cofondateur et participant actif de l'[Alliance pour un traité](#) et nous encourageons fortement nos membres à signer et promouvoir les déclarations de l'Alliance pour un traité et à se joindre aux mobilisations et autres activités de plaidoyer qui se tiendront à Genève pendant la réunion du GTIG.

Mobilisez les médias

Établissez et entretenez des relations avec les médias pour favoriser une large diffusion d'informations au sujet des négociations relatives au traité. La couverture médiatique des négociations relatives au traité, associées aux problèmes actuels de droits humains mettant en cause des entreprises dans votre pays et à vos priorités pour le GTIG, est un bon moyen de sensibiliser le gouvernement et le grand public aux questions relatives à la responsabilité des entreprises. Utilisez ce [modèle de communiqué de presse](#) (et modifiez-le à votre guise) pour informer de l'évolution des négociations relatives au traité.

Utilisez les médias sociaux à des fins de sensibilisation et de coordination des efforts de plaidoyer

Passez le mot au sujet des actions, des communications et des déclarations publiques ou aux médias concernant la responsabilité des entreprises et les droits humains, et participez au débat en ligne sur la responsabilité des entreprises en utilisant les mots-clés [#StopCorporateAbuse](#) et [#BindingTreaty](#), en particulier à des moments clés comme la réunion du GTIG et autres actions internationales.

Le [Groupe de travail sur la responsabilité des entreprises](#) du Réseau DESC coordonne l'action collective visant à faire face à l'emprise des entreprises, à combattre les violations systémiques commises par des entreprises et à plaider en faveur de nouveaux mécanismes de responsabilisation et de réparation. Le [Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels \(Réseau DESC\)](#) met en lien plus de 280 mouvements sociaux, groupes de peuples autochtones, ONG et défenseur-e-s de plus de 75 pays afin de bâtir un mouvement mondial visant à faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous et toutes. Ses membres agissent par l'entremise de groupes de travail (sur la responsabilité des entreprises, les femmes et les DESC, le litige stratégique, les politiques économiques, la surveillance et les mouvements sociaux), ainsi qu'au moyen d'initiatives transversales au réseau visant à combattre les conditions mondiales actuelles qui compromettent la réalisation des droits humains et promouvoir des alternatives en faveur de la justice sociale.



International Network for Economic, Social & Cultural Rights
Red Internacional para los Derechos Económicos, Sociales y Culturales
Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels
الشبكة العالمية للمقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية



370 Lexington Ave Suite 700 10017 NYC (NY)



+1-212-681-1236



info@escr-net.org



www.escr-net.org